

THE WALL STREET JOURNAL.

06/03/2013

Prochaines étapes de réduction des risques nucléaires

À l'heure actuelle, le rythme des efforts visant à limiter la non-prolifération ne correspond pas à l'urgence de cette menace.

Par George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, tous les présidents américains ont cherché à s'atteler aux risques pour la sécurité et aux difficultés uniques que présentent les armes nucléaires. Le spectre d'une guerre nucléaire, les accidents, la prolifération du nucléaire et le terrorisme ont mené à des efforts soutenus de contrôle, de réduction et d'éradication des risques nucléaires. Au fil des décennies, on a assisté à une réduction des armes nucléaires et à la naissance d'accords internationaux sur leur non-prolifération.

Récemment, nous avons tous quatre soutenu deux initiatives réglementaires majeures : le nouveau traité Start 2010 signé avec la Russie, qui a véritablement réduit bilatéralement les stocks d'armes nucléaires, et les sommets sur la sécurité nucléaire de 2010 et 2012, qui ont dynamisé les efforts à l'international pour sécuriser les armes et les matériaux nucléaires. Il s'agit de deux initiatives marquantes et de jalons d'espoir qui viennent renforcer un fondement solide bipartite d'actions s'échelonnant sur plusieurs décennies. Il est important de noter que le nombre d'armes nucléaires dans le monde aujourd'hui représente moins d'un tiers de celui de 1986, à l'époque du sommet Reagan-Gorbachev à Reykjavik.

En dépit de ces efforts considérables, le danger du nucléaire demeure une réalité. Face au progrès technologique et à la prolifération des armes nucléaires dans d'autres États, on affiche une dangereuse indifférence. Les relations bilatérales entre les deux plus grandes puissances nucléaires, les États-Unis et la Russie, s'effritent, sans compter les difficultés constantes que posent les menaces nucléaires émergentes de la Corée du Nord et de l'Iran, récemment aggravées par une explosion test en Corée du Nord. Outre le danger constitué par les groupes terroristes suicidaires, le nombre croissant de nations possédant l'arme nucléaire, animées par des intentions, des objectifs et des ambitions divergents, présente un risque très élevé et imprévisible.

Il est très peu probable que le monde d'aujourd'hui puisse reproduire le modèle dissuasif américano-soviétique de l'époque de la guerre froide : « l'équilibre de la terreur », ou la menace

d'infliger des dommages inacceptables à l'adversaire. Ce modèle fonctionnait principalement en raison du caractère bipolaire du monde de l'époque. En revanche, lorsqu'un grand nombre d'adversaires nucléaires, qui va en s'accroissant, se lancera des menaces variées, il sera difficile de faire preuve de la relative retenue qui faisait loi du temps de la guerre froide. Le risque de voir la dissuasion échouer et l'arme nucléaire utilisée augmente considérablement.

Les dirigeants internationaux doivent à leurs peuples de réduire ce risque, et à long terme de l'éradiquer. Même du temps de la guerre froide, les dirigeants des deux superpouvoirs cherchaient à réduire le risque de guerre nucléaire. Cette attitude était possible entre ennemis déclarés et elle est maintenant impérative dans un monde où certaines nations augmentent leur stock d'armes nucléaires, où les puissances militaires nucléaires se multiplient et où l'énergie nucléaire continue de se diffuser. Un effort à l'échelle mondiale est requis pour pouvoir réduire la dépendance aux armes nucléaires, empêcher leur prolifération et finalement supprimer la menace qu'elles représentent pour le monde. Cet effort demandera la détermination des dirigeants, une approche créative et une compréhension éclairée des périls engendrés par l'inaction. Des résultats à court terme jetteront les fondements d'une transformation des règles de sécurité mondiales sur le moyen et le long terme. Nous suggérons quatre domaines à étudier d'urgence :

1. *La sécurisation des matériaux nucléaires pour prévenir une catastrophe nucléaire d'origine terroriste.* Les matériaux nécessaires pour la construction d'une bombe atomique sont aujourd'hui stockés sur des centaines de sites répartis dans 28 pays, alors qu'ils l'étaient dans plus de 40 pays il y a 10 ans. Cependant, nombre de ces sites ne sont pas sécurisés de manière satisfaisante, ce qui présente un risque de vol des matériaux ou de revente au marché noir. Des engagements d'importance ont été pris pour sécuriser les équipements nucléaires et améliorer la coopération au cours des sommets sur la sécurité nucléaire de 2010 et de 2012. Ces engagements peuvent améliorer la sécurité des futures générations. Toutefois, aucun système mondial n'est mis en place pour suivre, surveiller, gérer et sécuriser les matériaux nucléaires utilisables dans les armes.

Lors du prochain sommet sur la sécurité nucléaire, prévu en 2014 aux Pays-Bas, les dirigeants mondiaux doivent se consacrer au développement d'un système mondial complet de sécurité des matériaux, qui comprendrait notamment les procédures liées aux assurances internationales, pour garantir l'immunité des matériaux nucléaires utilisables dans les armes contre les accès non autorisés et les vols.

2. *Modification des schémas de déploiement des deux plus grandes puissances nucléaires afin d'augmenter le temps de décision des dirigeants.* Lors de sa campagne de 2008, Barak Obama, qui était encore sénateur à l'époque, a déclaré : « Disposer d'armes nucléaires prêtes à l'emploi au pied levé est une relique dangereuse de la guerre froide. De telles politiques augmentent le risque d'accidents et de mauvais calculs aux conséquences désastreuses. Je négocierai avec la Russie pour mettre mutuellement fin à ces pratiques obsolètes datant de la guerre froide, et ce d'une manière vérifiable. Les États-Unis doivent s'entretenir avec les nations du monde entier possédant des armes nucléaires pour que plus aucune ne dispose du statut de lancement rapide, qui permet le déploiement en quelques minutes de missiles balistiques nucléaires. Afin de stimuler cette initiative, les États-Unis et la Russie doivent accepter de retirer le statut de

lancement rapide à un certain pourcentage de leurs ogives nucléaires, tout en gardant à l'esprit la maxime de Ronald Reagan : « Faites confiance, mais vérifiez ».

3. *Actions menées à la suite du nouveau traité Start.* Des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine stratégique. Washington devrait sérieusement considérer des niveaux inférieurs à ceux du nouveau traité start en termes d'ogives et de lanceurs, y compris d'éventuelles actions mutuelles coordonnées. Une telle approche suppose au préalable : a) une réciprocité exacte ; b) une vérification démontrée ; et c) des financements adéquats et stables pour que les investisseurs nécessaires à long terme maintiennent un haut niveau de confiance dans notre arsenal nucléaire.

La consolidation et la réduction des armes tactiques nucléaires américaines et russes non couvertes par les dispositions du nouveau traité START doivent également figurer parmi les priorités urgentes. Il faut cependant se rendre à l'évidence que les États-Unis et la Russie doivent limiter la réduction de leur arsenal nucléaire face à l'augmentation des stocks d'armes nucléaires d'autres États, ou à la possible émergence de nouvelles puissances nucléaires. Les programmes nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran sapent le Traité de non-prolifération et présentent une menace directe pour la stabilité régionale et mondiale. À moins de persuader ces deux États de se conformer à leurs obligations internationales, la poursuite de leurs programmes nucléaires érodera les efforts déployés en faveur de la non-prolifération et de la réduction des armes nucléaires.

4. *En l'absence de vérification et de transparence, les accords sur la sécurité nucléaire ne peuvent s'appliquer dans la confiance.* Les États-Unis doivent être à l'origine d'une « initiative de vérification », dans laquelle les laboratoires de fabrication d'armes nucléaires américaines et des scientifiques du monde entier développeront les technologies et les innovations indispensables à la réduction et au contrôle des armes et des matériaux nucléaires. Ce principe de transparence améliorée peut également s'appliquer à la défense antimissile, dans la mesure où il n'entrave pas leurs capacités. Cette prise de position visant à accroître la transparence jette des bases importantes pour l'ensemble des nations et peut faciliter la vérification des armes et des matériaux nucléaires dans l'avenir.

Cette stratégie, centrée sur des étapes immédiates, donnera aux dirigeants la confiance dont ils ont besoin pour prendre les mesures nécessaires à l'amélioration de la sécurité à court terme. Elle permet d'envisager avec optimisme le soutien du pouvoir législatif. Il est essentiel de mener des consultations étroites avec le Congrès.

Un nouveau dialogue doit être instauré. Dans notre tribune libre de janvier 2007 parue dans ces pages, nous avons identifié certaines étapes pragmatiques qui mèneraient à un monde exempt d'armes nucléaires. Ces étapes impliqueront de nombreuses nations, outre celles qui possèdent déjà l'arme nucléaire. Pour progresser, une meilleure coopération mondiale est de mise : les États-Unis doivent se concerter avec d'autres États clés pour s'entendre sur une entreprise aux objectifs communs porteurs de résultats à court terme. La Russie et les États-Unis, forts du plus gros stock nucléaire, ont une responsabilité particulière dans ce sens.

• *Coalition des bonnes volontés.* Les sommets sur la sécurité nucléaire peuvent fournir un modèle pour les dirigeants travaillant de concert à la création d'une entreprise commune. Ce modèle

fédererait les États de bonne volonté pour définir des priorités et progresser sur des étapes spécifiques. Des thèmes cruciaux comportant des enjeux pour nombre de nations doivent être identifiés, et nombre de ces nations doivent contribuer au débat. L'établissement d'un calendrier de réunions des chefs de gouvernement permettrait de créer une structure diplomatique favorisant l'engagement, dans laquelle les ministres des Affaires étrangères, les ministres de la Défense et d'autres pourront se rencontrer en parallèle des réunions des dirigeants des gouvernements.

• *Dialogues régionaux.* Une entreprise commune de cette envergure doit comporter et être renforcée par le dialogue à l'échelle régionale. Les grands dirigeants politiques, militaires et du secteur de la défense doivent explorer avec leurs homologues un éventail d'étapes pragmatiques portant sur des problèmes de sécurité majeurs. La région euro-atlantique, qui comprend l'Europe, la Russie et les États-Unis, quatre États dotés de l'arme nucléaire et 90 % des stocks nucléaires mondiaux, doivent jouer un rôle central. La Chine et les autres États clés doivent s'investir sur le plan des questions multilatérales et au sein de leur propre région.

Le risque latent présenté par les armes nucléaires reste un problème stratégique fondamental, mais la vitesse à laquelle on s'y attelle ne correspond pas à l'urgence de cette menace. Les conséquences de l'inaction sont potentiellement catastrophiques, et nous devons continuer à nous poser la question : Comment les citoyens réagiront-ils face au chaos et aux souffrances provoqués par une attaque nucléaire ? N'exigeront-ils pas de savoir ce qui aurait pu être fait pour prévenir ce désastre ? À notre époque, nous jouons avec le feu des Dieux. Serons-nous capables de circonscrire cette puissance fabuleuse à des desseins purement pacifiques avant qu'elle ne nous consume ?

M. Shultz a été secrétaire d'État de 1982 à 1989. M. Perry a été secrétaire de la Défense de 1994 à 1997. M. Kissinger a été secrétaire d'État de 1973 à 1977. M. Nunn a été président du Comité des forces armées du Sénat et occupe actuellement le poste de Président-directeur général de la Nuclear Threat Initiative. Tous sont membres ou invités émérites de la Hoover Institution de l'université Stanford.